

Consortium de Solidarité avec Madagascar

-

> 10. MEMORANDUM du 19 mai 2011 DU CCOC (Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes) SUR LA SORTIE DE CRISE A MADAGASCAR

- Société civile de Madagascar / Plateformes et réseaux - > 02. CCOC_Collectif des citoyens et des organisations citoyennes -



Publication le vendredi 20 mai 2011

Modification le vendredi 17 juin 2011

Fichier PDF créé le lundi 10 décembre 2018

MEMORANDUM DU CCOC (Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes) SUR LA SORTIE DE CRISE A MADAGASCAR 19 MAI 2011

Le CCOC s'est constitué en FEVRIER 2009 afin de contribuer à la résolution de la crise malgache (qui n'était qu'à son commencement) et d'éviter le retour cyclique de crises.

Il est persuadé que, seuls, " Le respect de la dignité humaine, de la liberté et des droits fondamentaux garantissant la paix sociale ; " La restauration d'un véritable Etat de Droit ; " La relance économique, et partant de la création d'emplois ; " La reprise de la machine administrative ; " L'instauration d'un cadre légal de dialogue national constituent les pierres angulaires des solutions pérennes de la crise et permettent de prévenir son retour.

Or, plus de deux ans après le début de la crise, nous en sommes loin et les dégâts économiques, sociaux et structurels se font de plus en plus profonds.

Le CCOC manifeste ici son scepticisme face à la feuille de route appliquée actuellement unilatéralement par les autorités de fait. En effet :

" Cette feuille de route est réduite à la seule démarche pour tenter d'accorder une éventuelle reconnaissance internationale de l'autorité de fait ;

" Elle ne prend pas en compte les véritables aspirations populaires et ne traite que de façon superficielle et partielle les problèmes de fond ;

" Elle ignore complètement les préoccupations des autres acteurs de la vie nationale malgache ; en particulier, le secteur privé et la société civile dans toutes ses composantes.

Le CCOC rappelle ici les conditions nécessaires pour garantir une sortie de crise pérenne :

" Mise en place d'un accord consensuel et inclusif pour la gestion de la Transition ;

" Le retour à un climat d'apaisement et de confiance sur l'ensemble du territoire qui passe notamment par l'adoption d'une amnistie générale (prévue par la FDR) ;

" Une CENI impartiale et réellement indépendante ;

" Un calendrier électoral défini en commun ;

" Les chefs d'institution de la Transition et les 4 chefs de mouvances ne peuvent se présenter aux élections présidentielle et législative ;

" Mise en place d'un cadre électoral crédible, neutre et transparent fondé sur des normes internationales avec supervision et appui technique, financier, matériel et logistique des NU (pour se donner les moyens en vue de dissiper

les soupçons de manipulations) ;

" Mise en place d'une entité neutre et indépendante pour le suivi et le contrôle de la mise en œuvre du calendrier établi et du travail de l'exécutif .

Le CCOC met en garde sur la décision d'entériner des élections réalisées de manière unilatérale, qui résoudraient la situation à court terme mais qui déboucheraient tôt ou tard de nouveau sur une crise.

La crise n'a pu être résolue à ce jour à cause du manque patent/avéré de volonté politique de réaliser des compromis de la part des politiciens plus préoccupés par leur rente que par une solution dans l'intérêt du pays et des malgaches, qui prennent ainsi en otage le présent et l'avenir de vingt millions de Malgaches.

Le CCOC exhorte donc de nouveau les politiciens à mettre l'intérêt national au-dessus de toute autre considération et à parvenir à un accord consensuel et inclusif pour la conduite de la Transition vers des élections véritablement crédibles et transparentes.

Le CCOC remercie la Communauté Internationale de maintenir dans son ensemble son rôle de gardien des principes démocratiques et de ne pas fléchir face à la velléité de certains à reconnaître une transition unilatérale.

MEMORANDUM OF CCOC (Collective of Citizens and Civic Organizations) ON THE CRISIS RESOLUTION IN MADAGASCAR 19 MAI 2011 (English version)

The CCOC was created in February 2009 to help solve the crisis in Madagascar (which was at its beginning) and prevent the return of cyclical crises.

It is convinced that, " Respect for human dignity, freedom and fundamental rights guaranteeing social peace ; " Restoration of a genuine rule of law ; " Economic recovery and hence the creation of jobs ; " Recovery of the functioning of the Civil Service ; " Establishing of a legal framework for national dialogue are the only cornerstones of sustainable solutions to the crisis and help prevent its return.

Currently, more than two years after the onset of the crisis, Madagascar is far from those solutions and the economic, social and structural damages are getting deeper and deeper.

The CCOC expresses openly its significant skepticism about the roadmap being implemented unilaterally by the de facto authorities. Indeed :

" The roadmap is reduced to the single step of trying to give a possible international recognition of the de facto authorities ;

" It does not take into account the real needs and desires of the people and processes a superficial and partial substantive issues ;

" It ignores the concerns of other stakeholders in the national life of Madagascar, in particular, the private sector and civil society in all its components.

The CCOC recalls here the necessary conditions to ensure a sustainable exit from crisis :

" The establishment of a consensus agreement and inclusive management of the transition ;

" The return to an atmosphere of peace and confidence throughout the territory that will be achieved through the adoption of a general amnesty (under the roadmap) ;

" CENI (Independent Elections Committee) truly independent and impartial ;

" An elections timetable set out in common ;

" The Heads of institutions of the Transition and 4 movements Heads cannot stand for presidential and legislative elections ;

" The establishment of a framework credible, neutral and transparent rules-based under international supervision and with UN technical, financial, material and logistical (to provide the means to dispel any suspicion of manipulation) ;

" The establishment of an independent and neutral body to monitor and to control the implementation schedule and the work of the Executive.

The CCOC warns the decision to endorse the elections carried out unilaterally, that would solve the situation in the short term but would lead sooner or later again on a crisis.

The crisis has failed to get solved so far because of lack of a clear / proven political will to adopt compromises from politicians who are more concerned about their guaranteed privileges than by finding solutions in favor of the country interests and of the people of Madagascar : so they do not mind taking the present and the future of twenty millions of Malagasy hostages.

The CCOC again urges politicians to put national interest above all other considerations and to reach a consensual and inclusive agreement for the leading of the Transition to truly credible and transparent elections. The CCOC is grateful to the international community as a whole to maintain its role as guardian of democratic principles and to stay firm before the inclination of some countries to recognize a unilateral transition.

(end)
